

Pour réduire la pauvreté, mettre fin à l'aide au développement!



Emmanuel Garessus

Quelque 500 000 personnes travaillent pour l'aide au développement, de la Banque mondiale aux agences des Nations Unies, des 25 000 ONG aux agences gouvernementales. Rien n'arrête l'aide même si les rapports les plus sérieux montrent qu'elle accroît la pauvreté. L'engagement est si énorme que personne n'ose le remettre en question, explique Dambisa Moyo dans un livre sur l'Afrique intitulé *Dead Aid**. Au total, 1000 milliards de dollars ont été versés à ce titre à l'Afrique depuis 50 ans. Pour quel développement? La fin de l'aide, voilà ce qui peut sauver l'Afrique, conclut cette cheffe de la recherche de Goldman Sachs pour l'Afrique subsaharienne, ex-employée de la Banque mondiale et Zambienne de naissance et de formation.

«Dans aucun secteur, en économie ou en politique, de pareils échecs aussi bien documentés persistent en dépit des évidences», écrit cette économiste dont les parents ont été les premiers diplômés noirs de l'Université de Zambie. Dans un ouvrage concis, elle dépeint les origines de l'aide, son impact négatif sur l'épargne, l'investissement, la croissance, la lutte contre la corruption et la pauvreté et surtout sur les incitations et les institutions. Et elle propose naturellement ses solutions dans un style clair, précis et bien argumenté.

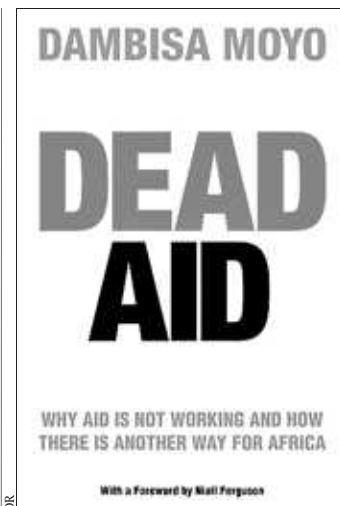
Un plan Marshall pour l'Afrique? L'histoire de l'aide démarre justement avec le plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe en 1947. Le parallèle s'arrête là. Le plan de relance était limité à cinq ans et ne pouvait être perçu comme un revenu permanent. Il était plus modeste qu'on ne le dit. En effet l'assistance annuelle à

l'Afrique est l'équivalent de quatre fois le plan Marshall à ses sommets. L'Europe n'était pas, au contraire de l'Afrique actuelle, dans un état de dépendance à l'égard de l'aide. Enfin, le plan de relance était ciblé sur l'effort de reconstruction, alors que l'aide à l'Afrique s'infiltrait dans tous les rouages des institutions politiques, auprès des fonctionnaires, dans la santé et l'éducation. Le mal est «endémique». Durant les années 1960, l'aide visait les infrastructures, les années 1970 la lutte contre la pauvreté, les années 1980 les ajustements structurels, les années 1990 la gouvernance, les années 2000 étant celles du Millenium Development Goal (MDG). Mais l'Afrique ne s'est pas développée.

Il est possible de démontrer un effet positif de l'aide à court terme, concède l'auteur. «Étude après étude après étude, l'absence d'impact à long terme est indiscutable», selon Dambisa Moyo. Au cours des trente dernières années, les pays qui ont reçu le plus d'aide ont un taux de croissance moyen négatif (-0,2% par an).

1000 milliards de dollars ont été versés à ce titre à l'Afrique depuis 50 ans. Pour quel développement?

Aucune raison géographique, historique, culturelle, ethnolinguistique ou politique n'est convaincante pour expliquer la pauvreté en Afrique. C'est l'aide le problème. Comme elle a raté sa cible, elle a été transformée et s'est accompagnée de conditions à remplir. «Même si l'aide a servi jusqu'à 85% d'autres buts que ceux qui étaient fixés, les capitaux occidentaux ont continué à affluer», ajoute *Dead Aid*. Le cercle vicieux doit s'arrêter. L'aide corrompt et continue de se déverser même si la corruption est avérée. Le problème fondamental est



institutionnel. En principe la classe moyenne paie les impôts et en retour le gouvernement assume ses obligations. Mais l'aide coupe ce lien essentiel. Elle réduit la dépendance du gouvernement envers les citoyens.

Et si un matin le téléphone sonnait et annonçait la fin de l'aide? Ce serait le début de l'amélioration de l'économie en Afrique, la fin de la corruption, le vrai début de l'esprit entrepreneurial. C'est d'ailleurs la solution la plus probable, d'après l'auteur.

L'arrêt ne peut être immédiat, mais s'étendre sur 5 à 10 ans, selon Dambisa Moyo. Ses solutions, politiquement incorrectes, consistent à réformer les institutions. Elles se fondent toutes sur le respect des libertés individuelles et du droit de propriété, sans lesquelles la croissance est impossible. La réorientation doit être complète, en faveur du microcrédit, du marché des capitaux et des investissements directs. Mais l'aide empêche le changement.

L'aide officielle à l'Afrique (37 milliards) est actuellement double des investissements directs (17 milliards). La Chine a compris les bienfaits qu'elle pourrait tirer des investissements directs en Afrique. Elle y investit massivement. Le stock d'investissements directs chinois en Afrique se monte à plus de 100 milliards

de dollars. Les moralisateurs critiquent le manque d'état d'âme de Pékin, sa soif de matières premières. Et, avec raison, son peu d'égards aux aspects sociaux et environnementaux. Mais la Chine crée des emplois, obtient un retour sur investissement. L'opinion des Africains à l'égard de la Chine est meilleure qu'on ne le pense, positive à 90% en Côte d'Ivoire et au Mali, à 81% au Kenya et au Sénégal. Les milliers de kilomètres de routes, voies ferrées et pipelines financés par Pékin sont bien perçus. Les 9 milliards investis dans la reconstruction de tout le réseau ferroviaire nigérian sont appréciés.

La sortie de la pauvreté viendra des échanges commerciaux, selon l'auteur. Mais l'aide à l'Afrique l'empêche de prendre cette option. Le refus de l'Occident de réduire ses subventions agricoles ne lui facilite pas la tâche. Sur ce plan aussi, la Chine prend les devants. Le président chinois a annoncé en 2005 un objectif de 100 milliards de dollars d'échanges par an avec l'Afrique, soit 500 milliards en 2015. C'est l'équivalent de 50% des 1000 milliards d'aide globale à l'Afrique depuis 60 ans et un fort levier contre la pauvreté.

Les gouvernements africains ne jouent pas cette carte. Comment expliquer des droits de douane de 30% en moyenne sur les produits d'autres pays africains? Pourquoi le commerce inter-africain ne représente que 10% des exportations? N'est-il pas étrange que le transport maritime d'une voiture du Japon à Abidjan coûte 1500 dollars et d'Abidjan en Éthiopie 5000 dollars? Pourquoi faut-il 426 jours et 15 procédures pour créer une société au Cameroun?

La solution de l'auteur est triple, un plan économique pour réduire l'aide, des solutions basées sur le marché et les échanges, et le renforcement des institutions. Ce qui manque, c'est la volonté politique.

**Dead Aid*, Dambisa Moyo, Allen Lane, 2009.